

Objectifs d'apprentissage

OA	La consigne	Les notions indispensables à maîtriser	illustrations	A valoriser : les théories, le vocabulaire
Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit	Savoir identifier : connaître et distinguer	Les différents acteurs : Pouvoirs publics : les autorités dont la fonction est de faire appliquer les lois et règlements en vigueur sur un territoire national Organisation Non Gouvernementale (ONG) : organisation d'intérêt public qui ne relève ni de l'État ni d'une institution internationale Entreprises : Unité économique dont la fonction principale est de produire des biens et des services en vue de réaliser des échanges marchands. Experts : produisent des rapports qui mettent en avant les problèmes et proposent des solutions. Partis : une organisation durable qui développe une certaine conception du monde et des valeurs et dont l'objectif est la conquête ou l'exercice direct du pouvoir Mouvements citoyens : rassemblements de citoyens autour de projets ou de causes communes, dans le but d'améliorer la qualité de vie de chacun.	Etat Français Greenpeace des biens ou procédés de fabrication plus respectueux de l'environnement le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) Parti écologiste Youth for Climate (Les Jeunes pour le climat) lancé par Greta Thunberg	entrepreneurs de cause ou encore de problèmes publics : H. Becker Le Code de l'environnement français définit l'environnement comme « les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent ». organisation politique : distinction partis politiques/société civile organisée

		Un problème public est la reconnaissance publique d'une situation jugée problématique. Un problème public est une construction sociale : il est le produit de la mobilisation de certains acteurs privés, qui parviennent par de multiples moyens à faire reconnaître une situation ou un fait comme problématique. La mise sur agenda correspond au moment où les pouvoirs publics prennent un problème en considération et le mettent en forme en vue d'une action publique. L'agenda politique est l'ensemble des problèmes faisant l'objet d'un traitement, sous quelque forme que ce soit, de la part des autorités publiques et donc susceptibles de faire l'objet de décisions	Les controverses autour des néonicotinoïdes	la transformation d'un fait social en problème public : Nommer (naming)/ Reprocher (blaming) /Réclamer (claiming) la théorie des « fenêtres d'opportunités » de Kingdon
	Comprendre : être capable d'expliquer	Les acteurs diffèrent sur le cadrage : les acteurs n'ont pas tous le même point de vue sur le problème/ la justification : la gravité du problème/ leur capacité à faire connaître leur point de vue Quand les acteurs n'ont pas le même cadrage et la même justification, des conflits peuvent apparaître. Dans le cas contraire, les individus vont coopérer pour faire avancer leur cause.	Les producteurs de betteraves, les industriels de la chimie sont favorables aux néonicotinoïdes, les producteurs de miel et la population sont opposés aux néonicotinoïdes le GIEC montre la réalité du réchauffement climatique ; les climato-sceptiques, même s'ils ont minoritaires, ne croient pas au réchauffement climatique ou remettent en cause le fait que l'activité humaine en soit responsable.	
Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes	Comprendre : être capable d'expliquer	Une action publique est une action produite par interactions entre tous les acteurs, publics ou privés (administrations, groupes d'intérêt, citoyens...),		gouvernance : l'action publique résulte de la coordination entre des acteurs publics et privés

échelles (locale, nationale, européenne, mondiale)		qui participent à la construction des problèmes publics, à la mise en œuvre des politiques et à leur contrôle. L'articulation des actions publiques à différentes échelles peut se faire de deux manières : une logique descendante (top-down) : les engagements décidés collectivement sont ensuite appliqués au sein des différents pays/ une logique ascendante (bottom-up): chaque pays, en tenant compte de ses spécificités régionales, annonce une contribution nationale dans la lutte contre le réchauffement climatique, constituant le socle des négociations internationales Les différents acteurs : au niveau mondial : le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) qui organise des sommets mondiaux et des Conférences des Parties (COP) au niveau européen : la Commission européenne – où siège le commissaire en charge de l'Environnement – fait des propositions de directives ou de règlements. Celles-ci sont ensuite examinées, amendées et adoptées conjointement par le Parlement européen et le Conseil national : l'environnement est une compétence partagée entre les Etats et l'UE local : Les collectivités locales ont des compétences liées à l'environnement	le protocole de Kyoto premier Sommet de la Terre en 1972 à Stockholm/ COP 21 en 2015 à Paris interdiction de la vente des voitures thermiques dès 2035 Plan qualité de l'air	La spécificité de l'action publique au niveau international est de reposer sur des bases exclusivement volontaires : les relations sont horizontales (il n'y a pas de hiérarchie) du fait de l'absence d'autorité centrale au-dessus des États (il n'existe pas de gouvernement mondial) compétences exclusives/partagées de l'Union européenne principe de subsidiarité gouvernance multi-niveaux
--	--	---	--	--

En prenant l'exemple du changement climatique, connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique ; comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.	Présenter les moyens des pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives	La politique climatique est l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre les dérèglements climatiques. Le climat est la moyenne des conditions météorologiques (température, précipitations, vent, humidité, pression atmosphérique) à un endroit donné et sur une longue période de temps, généralement de 30 ans.	Pollution de l'air entraîne des coûts pour la population qui ne sont pas intégrés dans le calcul rationnel de l'entreprise	Défaillance du marché
		Externalités négatives : l'activité d'un agent a des répercussions sur l'utilité ou le profit d'autres agents sans qu'il y ait transaction sur un marché. Elle est négative si elle entraîne des coûts supplémentaires pour ceux qui la subissent et non pour celui qui en est à l'origine.		
		Réglementation : une norme est une politique de réglementation de la pollution qui détermine le niveau tolérable de pollution et sanctionne très sévèrement les entreprises qui ont dépassé le seuil légal.		Normes d'émissions de CO2 pour les poids lourds
		marchés de quotas d'émission : le volume total d'émissions autorisées est fixé par les pouvoirs publics, qui distribuent ces quotas d'émission aux agents émetteurs. Chaque pays ou chaque entreprise a un droit à polluer qu'il ne doit pas dépasser sous peine de payer des amendes dont le coût est supérieur au droit à polluer. L'acteur a alors le choix entre 2 possibilités : polluer et acheter des quotas d'émissions supplémentaires/réduire fortement sa pollution et vendre ses quotas non utilisés. Le prix du quota dépend de l'offre (quotas donnés par les pouvoirs publics et offerts par les entreprises) et la demande de droits à polluer	Le système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre	Différents types de normes : normes d'émission / normes de / normes de produit / normes de qualité le théorème de Coase internalisation des effets externes

		Taxation : ces taxes constituent pour le pollueur un coût supplémentaire qui s'ajoute au coût privé marchand, ce qui modifie son calcul de production optimale.	Redevance incitative pour les déchets : l'impôt payé dépend de la quantité de déchets générée par l'agent	Principe du pollueur payeur l'incitation par les prix
		subvention à l'innovation verte : mesure incitative : des paiements positifs ou d'autres incitations économiques offerts aux particuliers ou aux entreprises pour compenser les dépenses engagées à la suite d'un comportement respectueux de l'environnement	L'ADEME aide au financement de solutions vertes	Subventions et externalités positives
	Expliquer les avantages et les inconvénients de chaque instrument et les difficultés de leur mise en oeuvre	La réglementation Avantages : simple et peu coûteuse à mettre en place/moyen sûr d'atteindre l'objectif de réduction des émissions Inconvénients : difficultés de fixer le niveau optimal de la norme/uniforme pour toutes les entreprises/risque de délocalisation des entreprises vers des pays où la réglementation est moins importante	Un texte de loi est peu coûteux la tannerie source de rejets très polluants délocalisée dans les pays du Sud	Dumping environnemental

		Marché de quotas d'émission Avantages : permet de s'adapter au niveau de pollution souhaité. Plus la pollution tolérée sera faible, moins la quantité de droits émis sera importante, plus le prix des droits sera élevé Inconvénients : la volatilité du prix du quota n'incite pas les entreprises à développer des projets d'investissements coûteux et risqués/ Toutes les entreprises ne sont pas dans la même situation: les grandes entreprises peuvent répercuter sur le prix de vente le coût des quotas d'émissions et développer des équipes de traders qui vont acheter au meilleur prix les quotas d'émission/ lobbying des entreprises qui menacent de délocaliser ou de licencier si le coût de la pollution nuit à la compétitivité / Les atteintes générées par la pollution sur l'environnement sont irréversibles	Création d'une Bourse du carbone En 2021, le prix du droit d'émission a augmenté de 140%	
		Taxation Avantages : souplesse pour les entreprises : payer la taxe ou de réduire leur pollution / double dividende : réduction de dommages de pollution/ recettes budgétaires Inconvénients : incertitude du niveau de dépollution/perte de compétitivité-prix pour les produits du pays et risque de délocalisation/instrument national inadapté pour les pollutions transfrontalières		effet incitatif du signal-prix sur les comportements

		subvention à l'innovation verte Avantages : les entreprises choisissent la solution la plus avantageuse : investir et avoir une subvention ou continuer à polluer Limites : fiscalité noire qui subventionne la consommation et la production d'énergies fossiles et non renouvelables/effets d'aubaine/hausse du déficit budgétaire	Les carburants et les combustibles utilisés dans l'agriculture et la pêche sont très largement exonérés d'impôt dans tous les pays de l'OCDE	
		Dysfonctionnements de l'action publique : inefficience de l'action publique : le coût de la politique menée apparaît beaucoup plus élevé que ce qui était initialement prévu, ce qui peut conduire à la remise en cause du projet, ou tout du moins à son ralentissement ineffectivité de l'action publique : la prise de décision n'est pas suivie des mesures d'application pourtant nécessaires à sa mise en œuvre l'inefficacité de l'action publique : malgré les mesures mises en application, les résultats obtenus ne sont pas ceux attendus.	Coût de démantèlement des centrales nucléaires Directive européenne de 2008 sur les seuils de pollution atmosphérique n'a pas été suivie d'effets en France Niches fiscale de la taxe carbone	

comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.	Expliquer les mécanismes	Deux définitions des biens communs : des biens ou services dont la consommation obéit au principe de rivalité (ce que les uns consomment ne peut être consommé par les autres) et de non excluabilité (le consommateur n'ayant pas payé pour un bien ou un service ne peut être exclu de la consommation de ce bien ou de ce service) Pour E. Ostrom, un Commun est une ressource partagée, gérée, et maintenue collectivement par une communauté pour en assurer la pérennité ou la viabilité pour les hommes	Ressources halieutiques lutte contre le réchauffement climatique	Bien privé/bien public/bien public mondial
		Passager clandestin : l'individu rationnel et égoïste qui refuse de respecter les règles communes imposées par la collectivité car il espère en tirer un profit individuel. Mais si tous les individus se comportent ainsi, cela génère un effet pervers d'agrégation des comportements individuels qui au final détériorera le bien-être de la collectivité		Défaillance du marché

		La gouvernance mondiale renvoie à l'idée d'un mode de régulation supranationale édictant des règles d'organisation à l'échelle de la planète, issues le plus souvent de la coopération internationale. Certains pays trop pauvres refusent de signer les accords ou d'autres considèrent que cela leur est préjudiciable. Les pays qui se sont développés en retard exigent que soit prise en compte la dette climatique. Cette dette climatique est celle qu'aurait accumulée les pays riches vis-à-vis des pays pauvres. Les pays pauvres ayant peu pollué depuis la révolution industrielle leur contribution au stock de pollution accumulée est forcément réduite. Au contraire, les pays développés (Etats-Unis, Europe par exemple) ont accumulé tout au long de leur croissance une dette climatique souvent sous-évaluée		
--	--	--	--	--